

RÈGLEMENT DE CONSULTATION



Établissement public à caractère administratif (E.P.A) :

Direction Générale de l'OFB
Service de la commande publique
Site de Vincennes,
25 bis, avenue du Petit Parc - 5/7 square Félix Nadar - « Le Nadar » Hall C - 3^{ème} étage
94300 VINCENNES

OBJET DE LA CONSULTATION

ECHANTILLONNAGE DE L'ICHTYOFAUNE ET DESCRIPTION DE L'HYDROMORPHOLOGIE DES PLANS D'EAU

MARCHÉ ORDINAIRE CONCLU SELON LA PROCEDURE D'APPEL D'OFFRE OUVERT

Selon les dispositions législatives et réglementaires
du Code de la commande publique du 1^{er} avril 2019 (CCP)
(L.2124-1 et L.2124-2, et R.2124-1, R.2124-2, R.2164-4, R.2164-5, R2162-2, R2162-4 2°,
R2162-5, R2162-13 et R2162-14)

Marché n° 2024-39



Date et heure limites de réception des offres
18 décembre 2024 à 14h00 (heure de Paris)

SOMMAIRE

CONTEXTE	3
ARTICLE 1 : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION.....	3
1.1. OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2. NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	4
1.3. FORME ET ALLOTISSEMENT DU MARCHÉ.....	4
1.4. CONDITIONS DE PARTICIPATION	6
ARTICLE 2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION	6
2.1. DUREE DU MARCHÉ	6
2.2. VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES ÉVENTUELLES (PSE).	6
2.3. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	6
2.4. MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT ET DE FINANCEMENT	6
ARTICLE 3 : DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE).....	6
3.1. CONTENU	6
3.2. RETRAIT	6
3.3. MODIFICATION DE DETAIL AU DCE	7
ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
4.1. PIECES CONSTITUTIVES DE LA CANDIDATURE	8
4.2. PIECES CONSTITUTIVES DE L'OFFRE	8
4.4 DOCUMENTS EN LANGUE FRANÇAISE.....	10
ARTICLE 5 : MODALITES ET CRITERES DE SELECTION.....	10
5.1. SELECTION DES CANDIDATURES	10
5.2. SELECTION DES OFFRES.....	11
ARTICLE 6 : CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	12
6.1. MODALITES RELATIVES A LA COPIE DE SAUVEGARDE	12
ARTICLE 7 : DÉCISION FINALE	13
7.1. ATTRIBUTION DU MARCHÉ	13
7.2. MISE AU POINT AVEC LE CANDIDAT RETENU.....	13
7.3. DOCUMENTS A PRODUIRE PAR L'ATTRIBUTAIRE	13
ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES ET PROCEDURES DE RECOURS.....	13
8.1. DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	13
8.2. PROCEDURES DE RECOURS.....	14

CONTEXTE

Dans le cadre de la mise en œuvre de la directive cadre européenne sur l'eau (DCE), un programme de surveillance a été établi pour suivre l'état écologique (ou le potentiel écologique) et l'état chimique des eaux douces de surface. Ce programme comprend plusieurs volets dont le contrôle de surveillance qui est destiné à donner une image de l'état général des eaux, notamment à l'échelle européenne. Cela est retranscrit, au niveau français, pour les eaux douces superficielles par l'arrêté du 26 Avril 2022 modifiant l'arrêté du 25 janvier 2010 établissant le programme de surveillance de l'état des eaux en application de l'article R. 212-22 du code de l'environnement.

Au titre de l'arrêté du 19 octobre 2018 approuvant le schéma national des données sur l'eau, les milieux aquatiques et les services publics d'eau et d'assainissement et des schémas annexes des systèmes d'informations métiers, les agences de l'eau, responsables de la production des données d'observation de l'ensemble des éléments de qualité des eaux, s'appuient sur l'OFB pour la mise en œuvre des contrôles de surveillance pour les éléments de qualité biologiques (poisson) et hydromorphologiques des cours d'eau et plans d'eau.

ARTICLE 1 : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1. Objet de la consultation

La présente consultation porte sur l'acquisition de données hydrobiologiques par prélèvements et de données hydromorphologiques par description de la zone littorale et de la berge sur les masses d'eau (plans d'eau) de l'ensemble du territoire de l'hexagone dans le cadre de la mise en œuvre du programme de surveillance défini par l'arrêté du 26 Avril 2022.

Le présent marché concerne les lots et régions présentés dans les tableaux des annexes 1 et 2 du CCTP.

Les prestations comprennent :

concernant l'échantillonnage de l'ichtyofaune :

- la programmation prévisionnelle des campagnes d'échantillonnage (cf. Article 5.1) ;
- les demandes d'autorisations de réalisations de pêches scientifiques auprès des autorités compétentes et les demandes d'autorisation d'accès aux parcelles privées et si besoin la recherche préalable des coordonnées des propriétaires concernés (cf. Article 5.2) ;
- la reconnaissance du plan d'eau, en amont de la campagne, principalement des accès/mises à l'eau, de la navigabilité, d'une bathymétrie simplifiée si les données sont manquantes et de l'installation du chantier de biométrie, pour garantir le bon déroulement de l'opération (cf. Article 5.3) ;
- la préparation de l'opération d'échantillonnage sur le plan d'eau indiqué (comprenant entre autres la réalisation ou l'acquisition au préalable d'un plan d'échantillonnage -plan de pose des filets benthiques et pélagiques-) ;
- la réalisation de l'opération d'échantillonnage par la mise en œuvre d'un protocole de pêche au filet réalisée en embarcation ;
- la biométrie (identification, le tri et la mesure) du matériel biologique recueilli ;
- le prélèvement et conditionnement de matériel biologique pour expédition à des fins d'analyses chimiques et biologiques (sur certains plans d'eau définis par l'OFB) ;
- le recueil de données mésologiques (transparence au disque de Secchi, cote du plan d'eau durant l'intervention, colonne température (°C,) colonne d'oxygénation (teneur en O₂ dissous et % de saturation), colonnes PH et conductivité, météorologie...), ainsi que toute données jugées utiles à l'interprétation des résultats) ;
- la saisie des données, leur restitution selon les formats définis et la transmission des documents afférents à chaque opération.

La liste potentielle (sous réserve de confirmation, lors de la commande) des plans d'eau à inventorier est précisée pour chaque lot en annexe 1 du CCTP. Les lots reposent majoritairement sur les réseaux du programme de surveillance et opérationnels.

Concernant la description de l'hydromorphologie :

- la programmation prévisionnelle des campagnes de description (cf. Article 5.1) ;

- les demandes d'autorisations d'accès et navigation auprès des autorités compétentes et les demandes d'autorisations d'accès aux parcelles privées et si besoin la recherche préalable des coordonnées des gestionnaires ou propriétaires concernés (cf. Article 5.2) ;
- la reconnaissance en amont des accès, mises à l'eau, restrictions de navigation pour garantir le bon déroulement du jour de l'opération (cf. Article 5.3) ;
- la préparation de l'opération d'observation des linéaires à décrire ;
- la réalisation de l'opération de description (mise en œuvre des protocoles CHarli & AlBer à partir d'une embarcation, par un ou des opérateurs formés aux protocoles) ;
- la prise de photographies des substrats et formations végétales majoritaires ou d'intérêt, des principales formes d'altération de la ligne de berge ;
- le recueil de données mésologiques (transparence au disque de Secchi, cote du plan d'eau durant l'intervention) ;
- la saisie de données, leur restitution selon les formats définis et la transmission des documents afférents à chaque opération.

La liste potentielle (sous réserve de confirmation, lors de la commande) des sites à inventorier est détaillée pour chaque lot en annexe 2 du CCTP. Les lots reposent majoritairement sur les réseaux des programmes de surveillance et opérationnels.

Les prestations attendues dans le cadre du présent marché sont explicitées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2. Nomenclature communautaire

Pour tous les lots, la classification principale conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Classification principale	Classification complémentaire
71351920-2 : Services d'océanographie et d'hydrologie	Services d'analyses : 71620000-0

1.3. Forme et allotissement du marché

1.3.1 Procédure

L'accord-cadre est passé conformément aux articles L.2113-1 2°, L.2113-10, L. 2124-1, L. 2124-2 et L. 2132-2 et notamment selon les dispositions réglementaires suivantes de ce même code : R. 2113-1, R. 2124-1, R.2124-2 1°, R. 2151-1, R.2151-2, R.2151-5, R.2161-2, R.2161-4, R.2161-5, alinéa 2 R.2162-2, R.2162-4 3°, R2162-5, R2162-13 et R.2162-14.

L'accord-cadre s'exécute par émission de bons de commande en fonction des besoins, sans négociation ni remise en compétition. Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire (limitation à un attributaire par lot).

1.3.2 Allotissement, forme et montant du marché

Le présent marché est alloti en 15 (quinze) lots, comme présenté ci-dessous (les lots sont détaillés et précisés dans les annexes 1 et 2 du CCTP) :

Concernant l'échantillonnage de l'ichtyofaune

- Lot 1 : Auvergne-Rhône-Alpes (AURA) et Provence-Alpes-Côte-d'Azur (PACA) sauf Corse
- Lot 2 : Corse
- Lot 3 : Bretagne-Pays-de-Loire (BPL) et Centre-Val-de-Loire (CVL)
- Lot 4 : Grand Est et Bourgogne-Franche-Comté (BFC)
- Lot 5 : Haut-de-France (HDF), Ile-de-France (IdF) et Normandie (NOR)
- Lot 6 : Nouvelle Aquitaine (NouvAq)
- Lot 7 : Occitanie

Concernant la description de l'hydromorphologie

- Lot 8 : Auvergne-Rhône-Alpes (AURA) et Bourgogne-Franche-Comté (BFC)
- Lot 9 : Bretagne-Pays-de-Loire (BPL)
- Lot 10 : Grand-Est
- Lot 11 : Haut-de-France (HDF)
- Lot 12 : Nouvelle Aquitaine (NouvAq)
- Lot 13 : Occitanie
- Lot 14 : Provence-Alpes-Côte-d'Azur (PACA) sauf Corse
- Lot 15 : Corse

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour un ou plusieurs voire pour l'ensemble des lots. Cependant, un dossier de candidature et d'offre devra être remis pour chaque lot. Un même candidat pourra être attributaire d'un ou plusieurs lots.

L'accord-cadre s'exécute par émission de bons de commande en fonction des besoins, sans négociation ni remise en compétition. La validité du bon de commande court jusqu'à son exécution.

Le montant global HT MAXIMUM de l'accord-cadre est de **1.937.000 € HT** sur la durée totale du marché (soit 48 mois). Sans montant minimum, les montants maximum par lots sont indiqués ci-dessous :

Concernant l'échantillonnage de l'ichtyofaune

N° Lot	Intitulés lots séparés	Montants maximums
1	Auvergne-Rhône-Alpes (AURA) et Provence-Alpes-Côte-d'Azur (PACA) sauf Corse	185.000 € H.T
2	Corse	43.000 € H.T
3	Bretagne-Pays-de-Loire (BPL) et Centre-Val-de-Loire (CVL)	255.000 € H.T
4	Grand Est et Bourgogne-Franche-Comté (BFC)	82.000 € H.T
5	Haut-de-France (HDF), Ile-de-France (IdF) et Normandie (NOR)	130.000 € H.T
6	Nouvelle Aquitaine (NouvAq)	150.000 € H.T
7	Occitanie	125.000 € HT
Tous lots confondus		970.000 € HT

Concernant la description de l'hydromorphologie

N° Lot	Intitulés lots séparés	Montants maximums
8	Auvergne-Rhône-Alpes (AURA) et Bourgogne-Franche-Comté (BFC)	255.000 € H.T
9	Bretagne-Pays-de-Loire (BPL)	183.000 € H.T
10	Grand-Est	226.000 € H.T
11	Haut-de-France (HDF),	40.000 € H.T
12	Nouvelle Aquitaine (NouvAq)	120.000 € H.T
13	Occitanie	57.000 € H.T
14	Provence-Alpes-Côte-d'Azur (PACA) sauf Corse	71.000 € HT
15	Corse	15.000 € HT
Tous lots confondus		967.000 € HT

1.4. Conditions de participation

Le candidat se présente seul ou en groupement d'entreprises.

L'Office Français de la Biodiversité (OFB), en tant qu'acheteur et ci-après désigné le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement, conjoint ou solidaire, à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs candidatures en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

ARTICLE 2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. Durée du marché

Le marché sera conclu pour une durée de vingt-quatre (24) mois fermes à compter du 07/04/2025, date d'effet du présent marché ou, si elle en est ultérieure, à sa date de notification.

Le marché se terminera la veille de sa date anniversaire à 23h59.

Le marché pourra être reconduit deux (2) fois par période de douze (12) mois par reconduction tacite et ne pourra dépasser 48 (quarante-huit) mois.

2.2. Variantes et Prestations Supplémentaires Éventuelles (PSE).

Les variantes ne sont pas autorisées.

Pas de prestations supplémentaires éventuelles de prévues.

2.3. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **180 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.4. Modalités essentielles de paiement et de financement

a) Modalités essentielles de paiement

Les prestations seront réglées :

- Par des prix fixés selon les stipulations de l'acte d'engagement et de son annexe financière : BPU (Bordereau de Prix Unitaires)

b) Modalités essentielles de financement

Les prestations seront financées sur les fonds propres OFB

Pour DSUED/SEMA			
Imputation budgétaire	Enveloppe	Service gestionnaire (CRB/SO)	Destination
	4-intervention	D0307 (prog. Pilotage SEMA)	D05.002

ARTICLE 3 : DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

3.1. Contenu

Le DCE contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de consultation (RC) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) ;
- Le cahier des clauses particulières (CCTP) et ses annexes ;
- BPU (Bordereau de Prix Unitaires) pour chacun des 15 lots ;
- DQE (Devis Quantitatif Estimatif) pour chacun des 15 lots.

3.2. Retrait

Les candidats doivent retirer le DCE à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome>

Référence du marché : 2024-39

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, l'identification préalable des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est pas obligatoire.

Dans l'hypothèse où les candidats acceptent de s'identifier, ils complètent, en ligne, un formulaire d'identification portant les mentions obligatoires suivantes : le nom de l'entreprise, le nom de la personne physique téléchargeant les documents, une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, et les mentions facultatives suivantes : le N° SIREN de l'entreprise, le numéro de téléphone et l'adresse postale.

L'inscription de ces mentions obligatoires permet de façon certaine une correspondance électronique et ainsi le respect de l'égalité de traitement entre les candidats.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par la personne publique, les candidats doivent disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

☒ .zip/.rar ☒ .doc, .xls, .pdf

Les candidats ne supportent aucun autre frais que ceux liés à l'accès au réseau et à l'obtention de la signature électronique. Ils doivent cependant disposer d'un navigateur internet (type « internet explorer » version 6 ou supérieure ou « firefox » version 1.5 ou supérieure), et d'un environnement informatique mis à jour en matière de sécurité et d'antivirus.

Les échanges d'information sont sécurisés grâce à l'utilisation du protocole https.

Le DCE ne peut pas être retiré dans les locaux du pouvoir adjudicateur, que ce soit sur support papier ou sur support physique électronique.

Aucune demande d'envoi du DCE ne sera satisfaite.

3.3. Modification de détail au DCE

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au DCE au plus tard sept (7) jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si le délai de sept (7) jours, laissé aux candidats pour prendre connaissance d'éventuels éléments complémentaires d'étude, ne pouvait être respecté en raison de la date limite fixée pour la remise des offres, cette dernière serait reportée de façon à rétablir ledit délai.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les modifications au DCE sont publiées sur la plateforme de dématérialisation www.marches-publics.gouv.fr

Il est également précisé, que les candidats ne peuvent pas modifier les pièces contenues dans le DCE.

IMPORTANT :

Il est recommandé aux candidats de créer un compte et de s'identifier préalablement sur la plateforme de dématérialisation des achats de l'Etat avant de télécharger le DCE, pour être informés des rectificatifs/compléments qui lui seraient apportés, des éventuelles modifications de la consultation en cours de consultation et des réponses apportées par le pouvoir adjudicateur aux questions posées par d'autres candidats.

Les candidats, qui ne s'identifieront pas préalablement, ne pourront pas être alertés. En aucun cas, le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu responsable du manque d'information des candidats qui ne se seraient pas inscrits ou qui n'auraient pas téléchargé les mises à jour des documents modifiés.

ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les dossiers des candidats sont entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français. Les prix sont exprimées en EURO (€).

Point de contact unique du candidat :  **IMPORTANT**

L'ensemble des correspondances liées à la consultation sera adressé aux candidats via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) exclusivement sur l'adresse électronique fournie par ceux-ci, adresse qui doit rester valide jusqu'au terme de la consultation.

4.1. Pièces constitutives de la candidature

4.1.1 Candidature sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen (DUME)

Les candidats présentent leur candidature sous la forme d'un DUME électronique.
Ce mode de réponse a vocation à remplacer les formulaires DC1 et DC2.

Selon les dispositions de l'article R.2143-4 du CCP, le pouvoir adjudicateur accepte que les candidats présentent leur candidature sous la forme d'un DUME établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution (UE) 2016/7 de la Commission Européenne du 5 janvier 2016 établissant le formulaire type pour le DUME en lieu et place de l'ensemble des documents et renseignements justifiant de leurs capacités.

Dans ce cas, il est précisé que le pouvoir adjudicateur **n'autorise pas** les candidats à se limiter à indiquer dans le DUME qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

Les candidats doivent renseigner les informations pour les conditions de participation suivantes :

- La partie II : informations concernant l'opérateur économique ;
- **Le cas échéant**, si et seulement si le candidat est concerné, la partie III : motifs d'exclusion ;
- La partie IV - B 1a) : chiffre d'affaires annuel « général » des 3 derniers exercices¹ ;
- La partie IV - C 1b) : les prestations principales de même nature réalisées sur les 3 dernières années. Cette liste peut être complétée par l'expérience datant de plus de 3 ans ;
- La partie IV - C8) : les effectifs moyens annuels et le nombre de cadres pendant les 3 dernières années ;
- La partie IV - C9) : l'outillage, le matériel et l'équipement technique à disposition pour l'exécution de la prestation.

Si le groupement d'opérateurs économiques présente sa candidature sous la forme du DUME, chacun des membres du groupement doit fournir un DUME distinct.

Le Document Unique de Marché Européen n'a pas à être signé.

Le formulaire DUME est disponible sur le site CHORUS PRO du Ministère des Finances à l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

Seul le DUME au format .xml a valeur probante.

Toutefois, **après avoir créé votre DUME, nous vous demandons d'en faire une copie en format .pdf et de la joindre à votre candidature.**

Si en cas de problème technique de la plateforme <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/>, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par le pouvoir adjudicateur, il est autorisé à prouver sa capacité juridique, économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par le pouvoir adjudicateur (y compris par l'intermédiaire des formulaires DC1, DC2, K-bis etc.).

Conditions de participation des concurrents :

L'offre peut être présentée par une seule entreprise ou par un groupement.

Sur le fondement de l'article R.2142-21 du Code de la Commande Publique, il n'est pas autorisé dans la présente consultation de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

Dans le cas d'une candidature étrangère (article R.2143-16 du CCP) et si les documents fournis par un candidat en application de l'article 9 ne sont pas rédigés en langue française, le pouvoir adjudicateur exige que ces documents soient accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Afin de satisfaire à ces obligations, le candidat établi dans un Etat autre que la France produit un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

4.2. Pièces constitutives de l'offre

Toute offre ne respectant pas les exigences formulées dans le DCE est irrégulière conformément à l'article L.2152-2 du CCP.

Les offres seront examinées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-3 du CCP.

¹ Pour les entreprises ne possédant pas les chiffres d'affaires généraux pour la totalité de la période demandée, veuillez remplir la partie IV-B 3.
2024-39- RC

➤ **Pour chacun des lots: le Bordereau de Prix Unitaires (BPU)**, annexe à l'acte d'engagement, complété, daté, signé et revêtu de l'empreinte commerciale du candidat. Le candidat utilisera le document fourni dans la présente consultation sans y apporter de modifications.

➤ **Pour chacun des lots: Le Devis Quantitatif Estimatif (DQE) rempli** (sans y apporter de modifications);

NB : les quantités du D.Q.E ne sont pas contractuelles, elles sont « fictives » et servent à l'analyse du prix entre les offres financières reçues.

Les candidats sont invités à déposer obligatoirement le BPU et le DQE au format Excel et aussi au format PDF s'ils le souhaitent.

➤ **Un mémoire Technique** : Un mémoire technique différent est demandé suivant le type de suivi sur lequel le candidat postule (échantillonnage de l'ichtyofaune ou description de l'hydromorphologie).

Le candidat fournira un mémoire technique séparé pour chacun des lots auxquels il soumissionne. Le candidat détaillera les points suivants :

- ❖ La capacité à répondre aux enjeux et objectifs du marché ; clarté de présentation et de la structuration de la prestation (résumé, objectifs et programme de travail) ;
- ❖ L'adéquation technique à la commande, faisabilité technique, choix méthodologiques, c'est-à-dire :
 - La composition de(s) l'équipe(s) qui sera mise en place pour assurer l'exécution des prestations et en particulier l'expérience des référents techniques (échantillonnage, biométrie ou hydromorphologie) de chaque équipe ;



IMPORTANT ATTENTION : Joindre Curriculum Vitae de toute personne intervenant sur les prestations – administratif et technique ;

- Le chef de projet, référent en charge de la mise en place et du suivi de l'exécution du marché ;
- Les responsabilités des membres des équipe(s) ;
- Les formations (initiales, qualifications, habilitations) de tous les intervenants ;
- Les contrôles de qualité mis en œuvre a priori et a posteriori par le prestataire pour s'assurer qu'il répond bien à toutes les prescriptions du CCTP et des documents de référence ;
- L'organisation mise en place pour garantir les échanges avec l'OFB en particulier pour la communication du calendrier des opérations et la fourniture des livrables ;
- La méthodologie des opérations de pêche et de biométrie ou de la description de l'hydromorphologie : description d'une opération type et des particularités auxquelles le candidat a déjà été confronté ;
- L'organisation mise en place pour l'obtention des autorisations nécessaires aux opérations de terrain ;
- La gestion du matériel et de sa métrologie ;
- La liste du matériel opérationnel dont il dispose ainsi que ses caractéristiques et qui sera ou pourra être dédié aux prestations ;
- Le matériel utilisé au regard des différents protocoles mis en œuvre et des spécificités mésologiques ;
- Détailler l'ensemble des dispositions prises pour tenir compte du bien-être animal dans le cas de l'opération d'échantillonnage de l'ichtyofaune ;
- Les mesures prises pour assurer la sécurité des personnes intervenant lors des opérations effectuées au titre du présent marché ;
- L'ensemble des mesures de décontamination/désinfection du matériel en contact avec l'eau mises en œuvre pour limiter les transferts d'espèces exotiques et d'agents pathogènes d'un milieu aquatique à un autre. Détailler le protocole de désinfection ;
- Tout autre point jugé important pour le candidat ;
- La démarche qualité mise en œuvre, dans lequel il pointera les facteurs lui paraissant déterminants, après analyse des risques, pour assurer la qualité des données, les échéances et indiquera les mesures qu'il se propose de mettre en œuvre pour maîtriser ces facteurs ;
- Les techniques de collecte, d'organisation, de sauvegarde et de traitement des données ;
- Les méthodes d'analyse et d'interprétation des données.

- ❖ L'adéquation du calendrier : présentation du planning de la conduite du projet avec un calendrier, en adéquation avec le CCTP, précisant le déroulement escompté des différentes étapes de travail, la participation aux instances de pilotage et la remise des livrables. L'effort de travail à chaque étape sera indiqué. L'organisation et les mesures prises pour respecter les délais seront détaillées.



ATTENTION : En tant qu'hypothèse de travail (*notamment pour la confection du calendrier proposé pour l'exécution de la prestation*), la date prévisionnelle de début d'exécution des prestations à prendre en compte est le **07/04/2025**.

- ❖ Une description des engagements écoresponsables pour réduire l'impact environnemental de la présente prestation.

Le candidat présentera un chapitre relatif à la démarche « développement durable » de l'entreprise : actions de l'entreprise pour réduire les impacts négatifs environnementaux de ses activités, notamment en termes de sobriété numérique, politique de déplacement..., et de responsabilité sociétale de l'entreprise, politique de recrutement et d'insertion professionnelle, formations, politique égalitaire..., **en l'illustrant spécifiquement avec les démarches qu'il mettra en œuvre dans le cadre de ce marché.**

Le mémoire technique ne devra pas dépasser 30 pages recto-verso maximum (soit 15 feuilles, sans compter les annexes).

ATTENTION

Le CCTP détaille l'ensemble des éléments techniques et méthodologiques devant figurer dans l'offre du candidat.

Quant au CCAP, il présente les éléments administratifs qui régiront la vie du marché.

4.4 Documents en langue française

Si les documents fournis par un candidat en application de l'article 4 ne sont pas rédigés en langue française, le pouvoir adjudicateur exige que ces documents soient accompagnés d'une traduction en langue française.

Afin de satisfaire à ces obligations, le candidat établi dans un Etat autre que la France produit un certificat établi par les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat.

Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié dudit pays.

ARTICLE 5 : MODALITES ET CRITERES DE SELECTION

La sélection des candidatures et le jugement des offres sont effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

5.1. Sélection des candidatures

Le pouvoir adjudicateur procède à l'ouverture et à la vérification du contenu des candidatures.

Le pouvoir adjudicateur vérifie la conformité des dossiers à l'article 4.1 du présent règlement ; avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il constate que des pièces demandées sont absentes ou incomplètes, **il peut**, conformément aux articles R.2143-11, R.2143-12 et R.2143-16 du CCP, décider d'inviter tous les candidats concernés à produire ou à compléter ces pièces dans un délai identique pour tous et qui ne saurait être supérieur à dix (10) jours.

Le pouvoir adjudicateur procédera au jugement tant de la capacité économique et financière que de la capacité technique et professionnelle des candidats et éliminera les candidatures lorsque les capacités seront manifestement insuffisantes.

En application de l'article R.2144-3 du CCP, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de procéder à cette vérification à l'issue du classement des offres.

Il pourra être demandé au candidat classé en première position de compléter ou d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve fournis ou obtenus.

Si un candidat ou un soumissionnaire se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé. Dans ce cas, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des candidatures recevables ou des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

5.2. Sélection des offres

5.2.1 Critères

Ce jugement est effectué dans les conditions prévues aux articles R.2152-6, R.2152-7, R.2152-11 et R.2152-12 du CCP et donne lieu à un classement des offres.

Le pouvoir adjudicateur est habilité à faire préciser l'offre en tant que de besoin.

Communs à tous les lots, les critères pondérés, de sélection des offres sont :

N°	Critères (et sous-critères)	Pondération des sous-critères	Pondération des critères
1	Valeur technique appréciée sur le fondement des éléments développés dans le mémoire technique et des curriculums vitae :		
1.1 <i>Compétences mobilisées et profils de l'équipe de travail</i>	a. Rigueur des méthodes d'échantillonnage ou de description : description d'une opération type (chantier échantillonnage & biométrie ou Description de l'hydromorphologie par le protocole Alber et Charli) et des particularités auxquelles le candidat a déjà été confrontée.	15%	60%
	b. Composition de(s) l'équipe(s) et du profil des intervenants (CV), en particulier des référents techniques, affectés à l'exécution des prestations: adéquation aux besoins et/ou formations du personnel chargé des échantillonnage et des identifications taxonomiques et/ou des Alber et Charli.	10%	
1.2 <i>Organisation et moyens</i>	a. Organisation mise en place pour exécuter les prestations : Le candidat devra mettre en place a minima une démarche qualité détaillant l'organisation, le matériel et les procédures qu'il se propose de mettre en place pour réaliser les prestations définies dans le présent CCTP. Dans cette démarche le prestataire pointera les facteurs qui lui paraissent déterminants, après analyse des risques, pour assurer la qualité des données et indiquera les mesures qu'il se propose de mettre en œuvre pour maîtriser ces facteurs.	10%	
	b. <u>Adéquation du calendrier</u> : présentation du planning (reconnaisances, mise en œuvre des missions, informatisation), compatibilité avec le respect de la durée d'exécution du marché.	10%	
	c. Qualité des livrables : procédure mise en place pour respecter les délais de restitution et garantir la qualité des données produites.	10%	
	d. Prise en compte de la sécurité du personnel, du risque sanitaire et du bien-être animal.	5%	
2	Développement Durable apprécié sur le fondement des éléments développés dans le mémoire technique Eco-responsabilité en lien avec l'objet du marché : Actions de l'entreprise pour réduire les impacts négatifs environnementaux de ses activités (<i>notamment en termes de sobriété numérique, politique de déplacement...</i>), responsabilité sociétale de l'entreprise (<i>politique de recrutement, et d'insertion professionnelle, formations, politique égalitaire...</i>)		5%
3	Prix des prestations Ce critère sera analysé sur la base du Détail Quantitatif Estimatif (DQE – selon modèle demandé)		35%

5.2.2 Méthode de notation des offres

Les offres sont analysées au regard des critères ci-dessus.

- ⚠ Pour chaque critère cité à l'article 5.2.1 du présent règlement de consultation, l'offre analysée obtient une note de 0 à 10 (10 étant la meilleure) puis cette note est pondérée par le taux qui lui est associé. Chacune des notes pondérées sont ensuite additionnées pour obtenir une note finale sur 10 valant pour l'ensemble des critères.

L'accord-cadre est attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, correspondant à l'offre classée en première position à l'issue de la sélection, sur la base des critères pondérés ci-dessus.

Les offres ne satisfaisant pas à l'ensemble des exigences techniques attendues telles qu'exprimées au CCTP seront éliminées et rejetées par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 6 : CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les plis seront obligatoirement envoyés **par voie dématérialisée** l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome>



Avant la date limite de remise des offres fixée au :
18 décembre 2024 à 14h00 (heure de Paris)

Un guide d'utilisation de la plateforme pour les entreprises est téléchargeable à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/index.php5?page=entreprise.EntrepriseGuide>

La signature électronique n'est pas requise pour cette consultation.

6.1. Modalités relatives à la copie de sauvegarde

Le candidat peut, s'il le souhaite, envoyer à l'adresse ci-dessous une copie de sauvegarde (sur support papier ou sur support physique électronique) :

OFB
Direction des Finances
Service de la Commande Publique
5, rue de Saint Thibault – SAINT BENOIT
78610 AUFFARGIS

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible :

« MARCHE PUBLIC N°2024-39 »
Echantillonnage de l'ichtyofaune et description de l'hydromorphologie des plans d'eau
– Lot n°X (indiquer le-s n° de lot-s concerné-s
NOM DU CANDIDAT + NE PAS OUVRIR
COPIE DE SAUVEGARDE .

Ou

S'il le souhaite, le candidat peut déposer sa copie de sauvegarde par coursier ou par dépôt contre récépissé à l'adresse indiquée ci-dessus en respectant les horaires d'ouverture de l'OFB².

Le candidat qui effectue, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique (cd-rom, DVD-rom, clé USB...) ou sur support papier, **doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres**. Celle-ci doit respecter les modalités de présentation des offres. Il est précisé que les documents, dont la signature est exigée, doivent être revêtus de la signature électronique.

² Horaires d'ouverture de l'OFB : 09h00-12h00 ; 14h00-16h00.
2024-39- RC

Cette copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans deux circonstances précises, à savoir :

- lorsqu'un programme malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur (virus),
- lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue dans les délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais.

Les copies de sauvegarde que le pouvoir adjudicateur n'aura pas besoin d'ouvrir seront détruites à l'issue de la procédure.

ARTICLE 7 : DÉCISION FINALE

7.1. Attribution du marché

7.1.1 Classement des offres

Conformément au critère défini à l'article 5.2, ci-avant, les offres sont classées par ordre décroissant.

7.1.2 Acte d'engagement

Uniquement à l'issue de l'attribution de chacun des lots du marché et afin de formaliser chaque marché (1 lot = 1 marché), le pouvoir adjudicateur adresse au candidat retenu pour signature, les documents suivants :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires – BPU.



Attention : l'AE et le BPU devront être datés et signés par une personne dûment habilitée à engager la société (soit le candidat individuel, soit l'ensemble des membres du groupement ou, en cas d'habilitation donnée par tous les membres du groupement, le mandataire), avec à l'appui, les documents relatifs aux pouvoirs des personnes ainsi habilitées (pouvoir de signature notamment).

Sous réserve de respecter la réglementation en vigueur, l'attributaire peut signer sous forme manuscrite ou électronique.

7.2. Mise au point avec le candidat retenu

Conformément aux dispositions de l'article R.2152-13 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut, en accord avec le candidat retenu, procéder à une mise au point des composantes sans que ces modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles, notamment financières du marché.

7.3. Documents à produire par l'attributaire

Conformément aux dispositions des articles R.2143-6 à 10 du Code de la Commande Publique, le candidat retenu se voit demander par le pouvoir adjudicateur de produire, dans un délai fixé par l'administration, les documents et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents, destinés à justifier qu'il ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner, qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales, ainsi que les documents justifiant de sa situation au regard de ses obligations en matière de travail illégal et de détachement des travailleurs, le cas échéant.

Si le candidat retenu ne peut produire ces documents dans le délai fixé, son offre est rejetée. L'élimination du candidat est prononcée par le pouvoir adjudicateur.

Dans ce cas, la même demande est présentée au soumissionnaire dont l'offre est classée en suivant dans le classement des offres.

ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES ET PROCEDURES DE RECOURS

8.1. Demande de renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude , les candidats devront faire parvenir, au plus tard sept (7) jours calendaires avant la date limite de réception des plis, une demande écrite à la personne publique via les modalités offertes pour se faire et uniquement par le profil acheteur :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome>

Référence de la consultation : **2024-39**

Aucune réponse ne sera fournie aux potentiels candidats qui formuleront une ou plusieurs questions en dehors de ce moyen.

Il sera apprécié, en cas de questions multiples émanant d'un même candidat, à ce qu'elles soient formulées groupées en un seul document ou message (uniquement via le profil acheteur), plutôt qu'une par une isolément.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que le pouvoir adjudicateur ne sera plus tenu de répondre aux questions posées par les candidats sept (7) jours avant la date limite de remise des plis (soit après le 11/12/2024 – 14h).

Les renseignements complémentaires sont envoyés aux candidats qui les demandent en temps utile, au plus tard trois (3) jours avant la date limite fixée pour la réception des plis.

8.2. Procédures de recours

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Melun
43, rue du Général de Gaulle - Case postale n° 8630
77000 MELUN
Tél : 01 60 56 66 30
Courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr
Site internet : <http://melun.tribunal-administratif.fr/>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 et R.551-1 à R.551-6 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du marché.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 et R.551-7 à R.551-10 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative dans les conditions prévues aux articles R. 411-1 à R. 432-4 du CJA, et pouvant être exercé dans les deux (2) mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du marché).
- Recours de pleine juridiction, en contestation de validité du marché ouvert aux candidats évincés et aux tiers justifiant d'un intérêt lésé et pouvant être exercé dans les deux (2) mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

A titre indicatif, le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens, accessible par le site internet : <https://www.telerecours.fr/>